

NUMERO #10 | JUIN 2017

# TRADECOM II News

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II

## JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT 2017

FRANC SUCCES POUR LES  
EVENEMENTS CONJOINTS  
DE TRADECOM II:

"STIMULER L'INVESTISSEMENT  
POUR UN COMMERCE ET UN  
DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS EN ACP"

"PROMOUVOIR UN COMMERCE  
INCLUSIF EN AFRIQUE"



# JED17

## FRANC SUCCÈS POUR LES ÉVÉNEMENTS CONJOINTS DE TRADECOM II

La 11e édition des Journées européennes de développement (JED 2017) s'est tenue au Tour et Taxis, à Bruxelles, du 7 au 8 juin 2017, sur le thème « Investir dans le développement ». Le Programme TradeCom II ACP-UE, le Centre technique pour la coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA) et le Programme Obstacles techniques au commerce (OTC) ont conjointement organisé deux débats sur les questions les plus pressantes de développement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP).



### Stimuler l'investissement pour un commerce et un développement inclusifs en ACP

La première séance « **Stimuler l'investissement pour un commerce et un développement inclusifs en ACP - Mettre à profit les opportunités d'investissement pour autonomiser les États membres ACP, prochaine économie émergente mondiale** », animée par **Viwanou Gnassounou** (Sous-secrétaire général - Secrétariat de l'ACP), visait à présenter le Groupe ACP comme la prochaine génération de l'économie émergente du monde et à promouvoir les initiatives intra-ACP afin de renforcer les opportunités de développement pour soutenir l'expansion commerciale et le développement durable.

Dans son discours d'ouverture diffusée en vidéo sur Internet lors de la première séance, la **Dr Ameenah Firdaus Gurib-Fakim** (Présidente de la République de Maurice) a résumé les thèmes et les questions clés abordés par les deux panels. D'après la **Dr Gurib-Fakim**, il faut créer de véritables opportunités commerciales entre les pays ACP et renforcer celles qui existent

déjà. Pour ce faire, les économies des pays ACP doivent continuer à se diversifier. Un des domaines d'intérêt sera l'agro-industrie pour les petits exploitants agricoles, à travers une productivité et une transformation améliorées. Si l'agriculture est développée correctement, elle assurera la sécurité alimentaire et sortira de millions de personnes de la pauvreté.

La **Dr Gurib-Fakim** a reconnu les liens forts et croissants entre l'UE et l'ACP. Mais elle a rappelé que l'on ne doit pas oublier que l'Accord de Cotonou, ACP-UE, expire début 2020. Un engagement plus ciblé en vue des négociations prévues avec les partenaires ACP en 2017-2018 est nécessaire pour s'assurer que les retombées, par exemple, des initiatives du Programme TradeCom II entraînent un développement économique durable et la réduction de la pauvreté à travers une intégration régionale plus étroite et une participation accrue à l'économie mondiale.

**Roberto Ridolfi** (Directeur, Croissance durable et développement, DG DEVCO), a souligné le rôle essentiel joué par les programmes d'assistance technique liée au commerce (ATLC) financés par l'UE, tels que les Programmes OTC et TradeCom II. La première, en phase de clôture, a montré pendant les quatre dernières années, l'importance des normes et la nécessité pour les pays ACP de surmonter les OTC. De son côté, TradeCom II est un instrument efficace pour promouvoir l'agenda commercial ACP-UE, particulièrement en ce moment où les discussions sur l'après-Accord de Cotonou sont en cours.

Le commerce est la composante la plus importante de l'économie. Il se trouve au cœur du développement puisqu'il peut enclencher une croissance inclusive et des investissements durables qui, en fin de compte, conduiront à la paix, la stabilité, la réduction de la pauvreté et à de meilleures conditions de vie. Le directeur de DEVCO a également déclaré que l'innovation et la recherche sont déterminantes pour le développement et la mise en valeur des potentialités économiques des pays ACP. Enfin, **Roberto Ridolfi** a rappelé que la capacité d'élaboration de politiques doit réglementer le commerce et assurer une croissance inclusive.







**Roberto Ridolfi** (Directeur, Croissance durable et développement, DG DEVCO)

**Pamela Coke-Hamilton** (Directrice Exécutive, Agence de développement des exportations des Caraïbes) a indiqué que la région des Caraïbes devrait examiner de plus près l'Afrique, qui est en passe de devenir le nouveau tigre économique. Dans le cadre du 10e FED, la région des Caraïbes s'est focalisée sur la manière de promouvoir les investissements et a élaboré une stratégie pour tirer parti des potentialités régionales. Pour attirer les investissements dans un avenir proche, elle devrait améliorer ses économies d'échelle au niveau régional et les étendre à chaque pays.



**Pamela Coke-Hamilton** (Directrice Exécutive, Agence de développement des exportations des Caraïbes)

**Pamela Coke-Hamilton** a également relevé que la collaboration entre les pays ACP est indispensable pour tirer pleinement parti des APE. Il est primordial d'identifier les domaines d'intérêt et de partager les meilleures pratiques dans le but commun de développer le commerce intra-régional.

Pour **Steve Kayizzi-Mugerwa** (conseiller au Fonds monétaire international - FMI), les pays ACP devraient promouvoir la gouvernance et la responsabilité à travers des agences dédiées qui « empêchent l'État de se transformer en Léviathan ». Plus de partenariats privé-public est nécessaire, ainsi que l'utilisation de nouvelles technologies pour rendre les États plus efficaces : administration électronique, paiement des impôts, banque en ligne, etc.

**Steve Kayizzi-Mugerwa** a déclaré que le développement durable est en jeu et que la manière d'assurer une croissance inclusive est le défi actuel pour tous les pays ACP. Bon nombre de pays ACP, particulièrement en Afrique, ont connu une croissance moyenne au cours des quinze dernières années grâce aux exportations de ressources naturelles. Mais la croissance n'a pas été partagée de façon équitable et les inégalités ont augmenté dans certains pays. Le moment est certainement venu de prendre des mesures pour entamer le processus de transformation économique, et le changement climatique est sans aucun doute un défi que les gouvernements doivent relever.



**Steve Kayizzi-Mugerwa** (Conseiller au Fonds monétaire international - FMI)

**Masego Marobela** (Directeur Général, Bureau des normes du Botswana) a rappelé que l'un des défis majeurs de la facilitation du commerce en Afrique est assurément lié aux disparités des organismes nationaux en charge de la qualité qui influent négativement sur le climat du commerce. L'infrastructure panafricaine de la qualité (PAQL) ainsi que les blocs économiques tels que le COMESA, l'EAC et la SADC ont déjà créé des structures sous-régionales qui mettront en place des mécanismes pour réduire progressivement ces OTC. Mais beaucoup reste encore à faire.

**Masego Marobela** a souligné que pour stimuler l'investissement pour un commerce et un développement inclusifs dans les pays ACP, la première étape devrait consister à créer une infrastructure efficace, puis à renforcer les alliances et la coopération aux niveaux sous-régional, régional et international.



**Masego Marobela** (Directeur Général, Bureau des normes du Botswana)



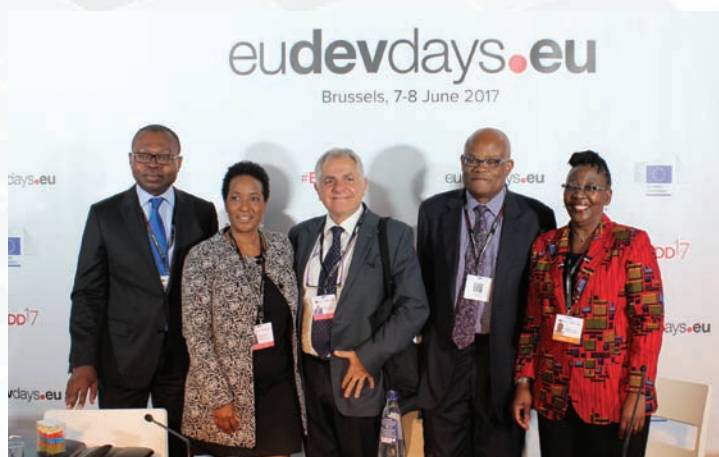
Pendant la séance des questions et réponses après les exposés des orateurs, les participants ont voulu savoir comment accroître le commerce régional des produits africains et quel rôle les organisations de jeunes et les acteurs non étatiques peuvent jouer pour garantir l'inclusivité.

**Roberto Ridolfi** a déclaré que pour améliorer les capacités commerciales, le climat de l'investissement doit être sûr et qu'il faut réduire les risques pour attirer les investissements d'entités nationales et internationales. Les pays ACP doivent renforcer l'état de droit et lutter contre la corruption. Ils peuvent également compter sur les partenariats et l'assistance technique dédiée pour faire respecter les lois.

**Steve Kayizzi-Mugerwa** a encouragé les jeunes générations à devenir des acteurs de l'économie, à être proactifs dans leurs engagements avec le secteur privé et dans la sphère publique.

**Masego Marobela** a partagé ses points de vue et déclaré que les acteurs non étatiques ont un rôle à jouer dans le processus de prise de décision et peuvent contribuer à l'élaboration et à l'application des politiques.

Enfin, **Pamela Coke-Hamilton** a souligné que la volonté politique est essentielle pour apporter le changement et exhorté les pays ACP à adopter une approche plus inclusive et durable du développement et du commerce



## Promouvoir un commerce inclusif en Afrique

La seconde séance, intitulée «**Promouvoir le commerce inclusif en Afrique - Renforcer le commerce transfrontalier à travers des régimes commerciaux simplifiés : aider les entreprises locales à s'adapter à l'économie informelle en Afrique**», a donné un message fort sur la nécessité de créer un climat des affaires sain pour encourager l'investissement et permettre aux PME de participer davantage au commerce régional. La création d'un cadre réglementaire adéquat figurait en bonne place parmi les questions que les décideurs en Afrique doivent traiter en priorité pour mieux gérer les niveaux élevés d'activités économiques informelles et réduire les volumes de fuite de capitaux de la région.





**Stefano Manservigi** (Directeur Général, DEVCO) a abordé directement cette question pendant la séance sur la promotion du commerce inclusif en Afrique. « Le commerce à petite échelle en Afrique emploie encore la grande majorité - 72% des travailleurs sont dans l'économie informelle ... Travailler dans le secteur informel n'est pas un choix, c'est le résultat d'un cadre réglementaire mauvais pour les affaires. »



Stefano Manservigi (Directeur Général, DG DEVCO)

**Frank Malsaert** (PDG de TradeMark East Africa) a abordé de façon plus détaillée cette question, expliquant comment le régime commercial simplifié soutenu par Trademark East Africa contribue à uniformiser la réglementation en matière de commerce transfrontalier, réduisant ainsi les coûts de conformité pour les petits commerçants, en particulier les femmes.



Frank Malsaert (PDG de TradeMark East Africa)

**Koen Doens** (Directeur Afrique de l'Est et australe et coordination de l'ACP, Commission européenne – DG pour la coopération internationale et le développement) a relevé que dans le contexte des APE, l'UE s'est attelée à aider les pays ACP à développer leurs capacités pour ajouter de la valeur et à produire des biens commercialisables, faisant écho aux déclarations faites plus tôt par M. Manservigi. Ces efforts constitueraient une part importante du Plan d'Investissement Extérieur lancé récemment par l'UE, et visant à protéger les investissements en Afrique en s'appuyant sur trois piliers : le Fonds Européen pour le Développement Durable (FEDD) ; l'assistance technique pour créer un environnement politique favorable pour attirer les investisseurs et engager le secteur privé ; et des programmes pour améliorer le climat de l'investissement et l'environnement des politiques en général.



Koen Doens (Directeur Afrique de l'Est et australe et coordination de l'ACP, Commission européenne – DG pour la coopération internationale et le développement)

**Hermogene Nsengimana** (PDG de l'Organisation africaine de la normalisation - ORAN) a expliqué les efforts déployés dans les sous-régions en Afrique pour harmoniser les normes, créer des centres régionaux d'excellence de normes et renforcer la collaboration avec les partenaires, particulièrement le secteur privé et les autres organismes internationaux de normes.



Hermogene Nsengimana (PDG de l'Organisation africaine de la normalisation - ORAN)

**Janet Ngombalu** du Eastern African Grain Council (EAGC) a relevé que le secteur privé et les producteurs peuvent profiter des normes pour être plus compétitifs et encourager également la valeur ajoutée et le commerce régional, comme ce fut le cas pour les producteurs de céréales en Afrique de l'Est.



Janet Ngombalu (Eastern African Grain Council-EAGC)

Les deux événements, fortement appréciés par les participants, ont été un grand succès en termes de participation et de qualité des échanges.





11 JUILLET 2017

13h00 – 14h30, Genève, OMC, Salle S1

## LES DIMENSIONS D'INCLUSION ET DE CONNECTIVITE DE LA COOPERATION UE-ACP EN MATIERE DE COMMERCE ET DE DEVELOPPEMENT

# AID FOR TRADE GLOBAL REVIEW 2017

EVENEMENT CONJOINT UE-ACP SIDE EVENT

## LES DIMENSIONS D'INCLUSION ET CONNECTIVITE DE LA COOPERATION UE-ACP EN MATIERE DE COMMERCE ET DE DEVELOPPEMENT

Le **Aid for Trade Global Review 2017** se tiendra du 11 au 13 juillet 2017 au siège de l'OMC à Genève. L'édition de cette année est consacrée au thème «Promouvoir le commerce, l'inclusivité et la connectivité pour un développement durable», et sera l'occasion pour les parties prenantes d'examiner en quoi l'Aide au Commerce peut contribuer à intégrer les pays en développement et les moins développés dans le système commercial multilatéral et à atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Le **Programme TradeCom II ACP-UE**, le **Centre technique pour la coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA)** et le **Comité de liaison (COLEACP)** vont organiser conjointement un événement sur la manière de renforcer les dimensions inclusivité et connectivité de la coopération ACP-UE en matière de commerce et de développement, et de traduire les objectifs du «**Plan d'Investissement Extérieur**» et du «**Digital4Development**» en politiques et accords solides pour une mise en œuvre efficace des engagements en matière d'aide pour le commerce. À cette fin, le panel de haut niveau pour cet événement parallèle verra la participation d'experts tels que Viwanou GNASSOUNOU (Sous-secrétaire général - Secrétariat ACP), **Catherine KROBO-EDUSEI** (PDG de Eden Tree au Ghana), **Mme Jane NGIGE** (PDG de Kenya Flower Council), **HE Tadeous Tafirenyika CHIFAMBA** (Co-président de la sous-commission ACP-CE pour le commerce et les matières premières), **Dr Hermogene NSENGIMANA** (Secrétaire Général, Organisation africaine de la normalisation - ORAN), **Axel POUJIN DE LA MAISONNEUVE** (Chef adjoint

d'Unité, Secteur Privé Commerce-DG DEVCO), qui aborderont notamment les questions clés suivantes:

- Quelles sont les bonnes pratiques et les leçons retenues des accords de coopération ACP-UE sur l'inclusivité commerciale et la connectivité?
- Quel peut être l'avenir de l'aide au Commerce ACP-UE, en particulier pour améliorer la connectivité des acteurs du secteur privé ACP aux marchés régionaux et internationaux?

L'événement se tiendra le 11 Juillet 2017 à 13h00 dans la salle S1 du siège de l'OMC à Genève.

**TRADECOM II PROGRAMME**

BUILDING ACP TRADE CAPACITY  
RENFORCER LES CAPACITES COMMERCIALES DES ACP

Avenue de Tervuren 36, bt. 35  
1040 Bruxelles - Belgique

0032 (0)2 739 00 60

contact@tradecom-acpeu.org

www.tradecom-acpeu.org

Suivez-nous sur twitter:

@Tradecom\_2

@Tender\_Tradecom



Programme financé par l'Union Européenne



à la demande du Groupe ACP



Mis en œuvre par AESA CONSORTIUM

